

**Mesdames, Messieurs,**

**Je vous prie de trouver ci-joint l'amendement que j'ai cosigné.**

**Si la sécurité routière et la lutte contre les excès de vitesse est évidemment une priorité pour sauver des vies, il me semble que le territoire est largement assez équipé en radars.**

**En revanche, l'état du réseau routier national est catastrophique et à ce titre accidentogène. Pour ne prendre qu'un exemple, le non doublement de la N36 entre Meaux et Melun qui incombe à l'Etat constitue un vrai souci.**

**C'est pourquoi j'ai choisi de cosigner cet amendement qui transfère lesdites sommes au domaine routier national.**

**Cordialement,**

**Jean-Louis Thiériot  
Député de Seine-et-Marne  
Conseiller départemental du canton de Nangis  
Ancien Président du Conseil départemental**

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

18 octobre 2019

PLF POUR 2020 - (N° 2272)

**AMENDEMENT**

N° II-CF321

présenté par

M. Cinieri, M. Bazin, Mme Dalloz, M. Le Fur, M. Lurton, M. Nury, M. de la Verpillière,  
 Mme Bassire, M. Perrut, M. Bouchet, M. Dassault, Mme Bonnivard, Mme Anthoine, M. Ferrara,  
 Mme Louwagie, M. Quentin, Mme Valérie Boyer, M. Marlin, M. Minot, Mme Lacroute, M. Viala,  
 Mme Levy, M. Gosselin, M. Hetzel, Mme Corneloup, M. Marleix, M. Bony, M. Grelier,  
 Mme Tabarot, M. Masson, M. Brun, M. Leclerc, M. Sermier, M. Thiériot, M. Cordier et M. Reiss

**ARTICLE 40****ÉTAT D**

« Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

Programmes	+	-
Structures et dispositifs de sécurité routière	0	190 992 680
Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	0	0
Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	190 992 680	0
Désendettement de l'État	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>190 992 680</b>	<b>190 992 680</b>
<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	

---

## EXPOSÉ SOMMAIRE

La stratégie due "tout radars" de cette loi de finances (programme 751 « Structures et dispositifs de sécurité routière ») a pour objectif de "moderniser les fonctionnalités des radars, d'augmenter le nombre de zones sécurisées par des dispositifs de radars « leures » d'ici 2021, d'augmenter le nombre de radars autonomes déplaçables et d'optimiser l'utilisation des radars embarqués dans des véhicules banalisés en confiant leur conduite à des prestataires" pour un montant de 190.992.680 euros.

Alors que de nombreux pays ont fait le choix de réduire leur dispositif de contrôle-sanction de la vitesse (Angleterre), voire même de se passer complètement des radars automatiques (Danemark) et se trouvent parmi les meilleurs pays européens en termes de sécurité routière, la France est devenue la championne des radars et axe toute sa politique sur la seule répression de la vitesse, alors que les causes d'accidents mortels sont multifactorielles (alcool, stupéfiants ou téléphone au volant...).

En effet, alors que le nombre de radars est toujours plus important sur les routes françaises, et que les mesures sont toujours plus sévères pour réprimer les excès de vitesse, le dispositif semble inefficace pour inverser la courbe de la mortalité routière. Même si les flashes et l'argent recueilli au titre des amendes routières sont en hausse constante, le nombre de tués sur les routes ne baisse plus depuis maintenant 4 ans.

Cet amendement tend par conséquent à supprimer les crédits affectés à la modernisation et au développement de nouveaux radars et à les réaffecter à l'équipement des collectivités territoriales pour amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routière. Cela permettra aux collectivités de financer des aménagements des zones accidentogènes et de mieux entretenir le réseau routier secondaire.